



PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

Cabinet

Saint-Denis, le 8 août 2019

Etat-major de zone et de  
protection civile de l'océan Indien

**ARRÊTÉ N° 2749**  
**Portant agrément d'un agent de sûreté aéroportuaire**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**  
**chevalier de la Légion d'honneur**  
**officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'aviation civile et notamment son article R231-5 ;
- VU le code de procédure pénale et notamment son article R40-29 ;
- VU le code des relations entre le public et les administrations, notamment ses articles L121-1 et L211-2 ;
- VU le code de la sécurité intérieure et notamment son article L114-1 ;
- VU le code des transports et notamment son article L6342-4 ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT portant nomination du préfet de région Réunion, préfet de La Réunion (hors classe) ;
- VU l'arrêté interministériel du 22 décembre 1997 relatif au dossier d'agrément des agents appelés à participer aux visites de sûreté sur les aérodromes ;
- VU l'arrêté interministériel du 11 septembre 2013, modifié, relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile ;
- VU l'arrêté n°2706 du 2 août 2019, portant délégation de signature à Mme Camille GOYET directrice de cabinet et à ses collaborateurs ;
- VU la circulaire NOR INT/A/07/00/100/C du 03 octobre 2007 relative au rôle de l'autorité préfectorale dans la sûreté aéroportuaire suite au décret en Conseil d'Etat n°2007-775 et dans la prévention des évasions par hélicoptères ;
- VU la circulaire NOR INT/D/1518940C du 31 juillet 2015 relative à l'accès au fichier de traitement d'antécédents judiciaires (T.A .J.) dans le cadre des enquêtes administratives ;
- VU l'agrément D62-2019/236 du 02/07/2019 du procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Saint-Denis ;
- VU l'autorisation administrative d'exercer n°AUT-974-2117-01-22-20180373446 du 29 janvier 2018 au profit de la société privée de gardiennage « REUNION AIR SURETE » ;

**CONSIDÉRANT** la demande d'agrément formulée par la société « REUNION AIR SURETE » ;  
**CONSIDÉRANT** le dossier de demande de double agrément présentée par la directrice

départementale de la police aux frontières auprès du procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Saint Denis de La Réunion en date du 6 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Direction Départementale de la Police aux Frontières de La Réunion en date du 6 mai 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'intéressée remplit les conditions imposées par la réglementation en vigueur ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame Marie-Albina NABO née le 20/11/1977 à Le Port (974) est agréée à exercer les fonctions d'agent de sûreté aéroportuaire sur l'aéroport de Roland Garros de Sainte-Marie (974).

**ARTICLE 2** : Cet agrément est délivré pour une période de trois ans à compter de la notification de la présente décision.

**ARTICLE 3** : La directrice de cabinet, le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Saint Denis, la directrice de la police aux frontières de La Réunion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont notification sera faite à l'intéressé(e).

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
La directrice de cabinet

  
Camille GOYET

*Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*